

LA ZONE EURO

HISTORIQUE DE L'EURO (12)

L'année 2019

Christian BIALÈS

Ancien élève de l'École normale supérieure Paris-Saclay

Agrégé de l'Université

Professeur honoraire de Chaire Supérieure

en Économie et Gestion

www.christian-biales.fr

Ce site se veut **évolutif**. Pour cela il fait l'objet d'un **enrichissement documentaire régulier**.

© **Les textes édités sur ce site sont la propriété de leur auteur.**

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise, aux termes de l'article L122-5, que les reproductions strictement destinées à l'usage privé.

Pour toute utilisation de tout ou partie d'un texte de ce site, nous vous demandons instamment d'indiquer clairement le nom de l'auteur et la source :

CHRISTIAN BIALÈS

Professeur honoraire de Chaire Supérieure en Économie et Gestion

Montpellier (France)

www.Christian-Biales.fr

Tout autre usage impose d'obtenir l'autorisation de l'auteur.

Vous pouvez aussi [mettre un lien vers cette page](#)

Avertissement : dans ces différents documents, les faits sont relatés en caractères « Times ».

Ce qui est écrit en caractères « baskerville » correspond à des explications « objectives » que je donne de ces faits.

Ce qui écrit en caractères « Apple Chancery » correspond à des points de vue strictement personnels.

• JANVIER 2019 ->

Mardi 1^{er}, l'euro a 20 ans ! Rappelons que l'euro est d'abord né dans sa version « scripturale », avant d'en prendre l'habit fiduciaire début 2002, avec le lancement des billets et pièces en euros.

En ce début 2019, il y a arrêt de la production de la coupure de 500 euros.

Mercredi 2, en cette semaine d'anniversaire des 20 ans de l'euro, paraissent trois documents qui dressent un bilan pour le moins mitigé de la monnaie unique européenne.

• Le premier est le tout dernier livre de Jean Quatremer, journaliste spécialiste reconnu des questions européennes, publié ce jour chez Calmann-Lévy, qui s'intitule : « Il faut achever l'euro ».

Ce titre joue astucieusement sur les deux sens du verbe « achever », ce qui correspond très bien à l'enjeu correspondant aux futurs possibles de la monnaie unique : soit, si on ne modifie rien dans le fonctionnement de la zone euro, alors elle sera condamnée, soit, on va plus loin pour parachever la zone euro et on peut donc la sauver : « l'intégration fait du surplace depuis le lancement de l'euro, ce qui fait peser une menace durable sur son existence. (...) Seule l'Union politique, c'est-à-dire la création d'une Union fédérale, peut stabiliser la monnaie unique, car elle légitimera l'union monétaire et rendra quasi impossible une sécession. (...) Sans elle, la solidarité financière entre pays riches et pays pauvres sera toujours questionnée, alors qu'elle ne l'est pas pour les États fédérés allemands ou américains. (...) L'euro, projet politique à l'origine, n'a pas été accompagné des partages de souveraineté nécessaires pour qu'il devienne l'instrument d'une puissance politique. Il n'est pas trop tard pour y remédier ».

• Le second est l'analyse de Jean-Luc Baslé, ancien directeur de Citigroup New York, intitulée : « De sérieux doutes sur l'avenir de l'euro », parue sur LesEchos.fr.

Plusieurs points méritent d'être retenus :

- « Sur le plan pratique, l'euro, qui fête ses vingt ans, est un succès. (...) Mais économiquement c'est un échec. De 2000 à 2017, la croissance moyenne de la zone euro (1,3 %) est plus faible que celle de l'Union européenne (1,7 %), de la Grande-Bretagne (1,9 %) et des États-Unis (2 %). Le chômage (9,5%) y est plus élevé qu'en Union européenne (9,0%), qu'en Grande-Bretagne (5,9%) et qu'aux États-Unis (6,1%). Le taux de chômage des moins de 25 ans est alarmant : 34% pour l'Espagne, 29% pour l'Italie et 24% pour la France. Seuls, l'Allemagne (9,8%) et les Pays-Bas (10,2%) font mieux. Ces chiffres sont à comparer avec ceux des États-Unis (12,8%) et de la Grande-Bretagne (15,3%). (...) »
- L'objet de l'euro était d'arrimer l'Allemagne à l'Europe. C'est une idée française. C'est aussi une idée fumeuse qui démontre l'inculture économique de nos élites. (...)
- En abandonnant l'esprit de solidarité présent dans la déclaration Schuman au profit du néolibéralisme, le traité de Maastricht est une bombe à retardement dont on voit les premiers effets en Italie, en France et dans le reste de l'Europe. Peu l'ont relevé, mais le lien existe. (...)
- Structurellement, l'euro est une construction déficiente. La monnaie unique ne répond pas aux conditions posées par l'économiste canadien Robert Mundell dans sa théorie de la zone monétaire optimale. (...)
- En l'absence de budget commun, la zone euro ne dispose que du levier monétaire pour répondre aux chocs externes, comme celui de la crise des «subprimes». (...)
- Tout décor a son revers. La Bundesbank accumule sur les pays du sud de l'Europe une créance qui ne cesse de croître. Fin 2017, elle s'élève à près du tiers de son PIB avec pour principaux débiteurs l'Italie (481 milliards d'euros), l'Espagne (389 milliards), et le Portugal (81 milliards). (...)
- Il fut un temps où l'euro pouvait être sauvé. Ce temps est révolu. L'Italie et l'Espagne souffrent ainsi que la France, à un moindre degré. Quant à l'Allemagne, elle accumule des

créances douteuses sur les nations du sud de l'Europe avec le risque d'être le banquier de l'Europe – risque inacceptable pour les Allemands. Par ailleurs, son avenir n'est plus à l'ouest mais à l'est, en Russie, en Chine et en Inde. Ces deux facteurs conduiront ses dirigeants à reconsidérer leur adhésion à la monnaie européenne et, in fine, à reprendre leur liberté pour se concentrer sur les marchés d'avenir. L'euro aura vécu ».

• Le troisième document est un « Flash Economie » de Natixis, dont le thème est « le choix impossible des pays en difficulté de la zone euro ». Son introduction résume bien l'impasse dans laquelle la monnaie unique place ces pays, c'est-à-dire ceux du Sud, et le document pose la question de savoir si la France fait partie de ce groupe... :

« Les pays en difficulté de la zone euro (Italie, peut-être même France) sont confrontés aujourd'hui au choix entre :

• sortir de l'euro et déprécier leur taux de change, ce qui entraînerait de fortes difficultés et même des défauts pour tous les agents économiques (États, entreprises, banques) qui ont une dette extérieure en euros ;

• rester dans l'euro et subir :

- l'impossibilité de monétiser les déficits publics, donc une forte hausse des taux d'intérêt lorsque la politique budgétaire devient plus expansionniste ;
- l'impossibilité de corriger un handicap de compétitivité-coût autrement que par une dévaluation interne, c'est-à-dire par la baisse des salaires ;
- la concurrence des pays qui ont mis en place une dévaluation interne (comme l'Espagne).

Sortir de l'euro est donc catastrophique, mais rester dans l'euro peut être catastrophique aussi ».

Nous trouvons dans ces trois documents des argumentations que les lecteurs de notre historique connaissent bien.

Le jeudi 3, parution chez l'éditeur Allia du livre d'un sinologue suisse réputé, Jean-François Billeter : « Demain l'Europe ». Ce livre de 47 pages seulement, mérite d'être lu ! « L'Europe est en crise parce que les Européens ont besoin d'un État européen fort et démocratique, mais tiennent à leurs États nationaux parce que l'Union européenne n'est ni forte ni démocratique. Ils sont pris comme dans un piège et n'en sortiront qu'en tranchant la question de la souveraineté. Ils ne pourront pas avoir les deux, les souverainetés nationales auxquelles ils tiennent, et l'Europe souveraine, forte et démocratique, dont ils ont besoin. S'ils ne tranchent pas, ils n'auront ni l'un ni l'autre ». Ailleurs, l'auteur note que « à la différence de la Chine, de la Russie et des États-Unis qui se considèrent aujourd'hui comme des nations et se conduisent en puissances nationalistes, l'Europe n'est pas une nation et ne le sera jamais. Son projet doit donc être d'une autre nature. (...) Si les Européens veulent avoir un avenir, ils doivent se proclamer citoyens d'une République européenne ».

Banco pour une République fédérale européenne !

Une UE « forte et démocratique » est une nécessité dans un monde dominé par ces pays à tendance nettement impérialiste que sont les États-Unis, la Russie et la Chine. Si ce projet n'aboutit pas, non seulement l'Europe mais aussi les nations qui la composent seront englouties. Avec la question de la fusion entre Alstom et Siemens, l'actualité nous livre un exemple symptomatique du risque que l'Europe court : pour moi, il est scandaleux que Bruxelles mette des bâtons dans les roues d'un tel rapprochement ; la constitution d'un géant européen du rail est vitale pour résister aux prétentions chinoises. La position de la Commission européenne (« être plus royaliste que le roi » en disant au reste du monde : « plus libéral que moi tu meurs ! ») serait à la rigueur concevable si l'Union européenne était refermée sur elle-même mais elle est suicidaire dans le contexte de la mondialisation actuelle. La Commission prendra sa décision – négative – le 6 février. E. Macron annonce par ailleurs une initiative politique forte sur l'Europe, avec peut-être une mise en cause de la politique de la concurrence européenne : ce serait une bonne nouvelle !

Vendredi 4, la Bourse de Tokyo chute à son tour dès la clôture : l'indice Nikkei perd 2,26%. La bourse japonaise suit ainsi le mouvement de forte baisse commencé sur toutes les places en fin d'année 2018, et qui se poursuit : hier jeudi, à New York, le Dow Jones a perdu 2,83%, le S&P 2,48% et le Nasdaq 3,04%. Ce même vendredi 4, le site « Contrepoints » fait paraître un article de Jean-Pierre Nikolus (« L'euro, monnaie de dingues ! »), dans lequel nous retrouvons des arguments développés dans cet historique de l'euro, et une réflexion générale certes impertinente mais pertinente :

« (...) Depuis son lancement, l'euro, loin de niveler par le haut les performances des industriels de la Zone, fait au contraire diverger les économies en donnant un sur-avantage aux plus productifs germaniques et en handicapant **les moins productifs latins**. Les théoriciens français de l'euro-mark comme messieurs Delors et Trichet pensaient que la devise fait l'économie alors que c'est l'économie qui fait la devise. Ils pensaient que l'économie fait la société alors que c'est la société qui fait l'économie. Ils pensaient que c'est la société qui fait la culture alors que c'est la culture qui fait la société. C'est donc la culture qui fait la devise. Ils avaient oublié que **les Trente glorieuses françaises** étaient en franc fondant, que le miracle italien était en lire évaporante et qu'une bonne économie est une économie en croissance qui fournit des emplois. La monnaie est un outil, pas une fin en soi. Ils n'avaient pas perçu que, pour que vive l'idole euro-mark, il aurait fallu une Europe allemande, que l'on abandonne le vin pour la bière, ou qu'à minima, en quelques mois, nous répliquions à l'identique le modèle économique allemand. Quand l'idéologie entre par la porte, le réalisme sort par la fenêtre. La France, on le sait depuis 1968 et les fameux Accords de Grenelle, a besoin de **sa planche à billets nationale** pour huiler ses rouages sociaux. Peu importe si sa monnaie est molle et si les prix montent un peu tant que les entreprises investissent, trouvent des marchés et embauchent. Le président Macron fera davantage de déficits budgétaires pour acheter la paix sociale, alors il devra enfoncer le mur des dogmes bruxellois. La messe est dite. Le critère de Maastricht des 3 % de déficit c'est la récession, **le taux d'intérêt bas et artificiel** administré par la BCE c'est du surendettement sans fin, le taux de change de l'euro est une subvention aux industriels allemands, une monnaie commune c'est la ruine ou la délocalisation des entreprises des pays les moins productifs et le diktat bruxellois en matière de politiques budgétaires, c'est le défilé des Gilets Jaunes. (...) Le dénouement viendra à la prochaine crise financière quand le peuple Allemand sera confronté au coût caché de l'euro que sont les prêts consentis à ses clients zonards insolubles. L'euro donne à l'Allemagne l'illusion du pouvoir que donne la détention du chéquier et à la France, l'illusion de la richesse que donne la détention d'une carte de crédit. Le jour où les Allemands constateront que les chèques de leur chéquier sont en bois, **ils aspireront à reprendre l'authentique deutschemark**. Quant aux industriels français, libérés d'une concurrence distordue par l'euro depuis presque deux décennies, ils pourront profiter de l'intérêt d'investir à nouveau dans leur pays ».

Après les parutions de ces précédents jours, plutôt ou carrément négatives à l'endroit de la monnaie unique européenne, paraît le samedi 5 un article de François Le Hodey sur le site du groupe qu'il dirige, « La Libre.be », qui est beaucoup plus positif. Cet article répond en effet favorablement à la question posée dans son titre : « L'euro, une bonne ou une mauvaise affaire ».

« L'euro présente un bilan très largement positif. Avec 20 % des réserves mondiales, pour une monnaie qui ne bénéficie pas du sous-jacent d'un État unique, l'euro réussit fort bien. Le dollar reste grand premier avec un peu plus de 60 % des réserves, mais les troisième et quatrième, le yen et la livre sterling, sont loin derrière avec chacun moins de 5 %.

Détenir des euros ou des actifs libellés en euros, c'est mieux que détenir hier des actifs en francs français ou belges, en pesetas ou en liras.

Ensuite, dans les échanges commerciaux internationaux, le dollar domine certes là aussi, mais l'Europe réussit à facturer plus de 50 % de ses exportations en euro. C'est donc une partie importante des risques de change qui sont externalisés.

Autre bénéfice important de l'euro, c'est son impact positif sur la stimulation des échanges au sein du marché unique grâce à la fin des coûts et des risques de change.

Enfin, pour les États, la possibilité de financer leur dette publique en euros a permis de réduire substantiellement leurs coûts financiers. Pour les entreprises et les particuliers, les coûts d'endettement ont aussi été diminués ».

Mais il reprend les conclusions de l'étude menée par des économistes de Bloomberg, citée ici en date du 28 décembre 2018, et dans laquelle la France fait partie des pays en difficulté. Alors, de manière très orthodoxe, il considère que « les voies de progrès pour ces pays en difficulté, ce sont les réformes structurelles et culturelles, qui dépendent tant des gouvernements que de toutes les composantes de la société en général, des entreprises, universités, intellectuels, responsables politiques et syndicaux, des médias, etc. C'est en se focalisant sur l'esprit entrepreneurial général, sur la recherche, la formation, l'innovation ; c'est en développant une culture du travail constructive et qualitative, une culture de l'excellence au niveau des produits, services et *process* ; c'est en décentralisant dans les territoires les outils publics de promotion des *start up* et des investissements ; c'est en créant des ponts entre les universités et les entreprises grandes et petites, locales et internationales ; et c'est en stimulant une conscience collective qui prend la mesure de ce qui se passe dans le monde que l'on crée les conditions du développement économique et de la compétitivité internationale ».

Le dimanche 6, publication sur le site « atlantico.fr » d'un article de Jean-Luc Baslé, intitulé « L'euro pourra-t-il survivre à la nouvelle crise économique qui se profile, et si non, que faire pour s'y préparer ? »

L'auteur pronostique une disparition de l'euro et étudie les conditions pour que la crise qui s'ensuivrait soient les moins pénibles. Mais, préalablement, il relève les différentes causes des faiblesses structurelles de la monnaie unique européenne. Pour lui, l'une de ces causes est que « l'euro est une monnaie sans nation. La valeur d'une monnaie dépend au premier chef de la nation dont elle est issue. Le dollar tire sa valeur de la nation américaine, de son pouvoir économique, politique et militaire. La première banque

fédérale américaine fut créée en 1816, vingt-neuf ans après l'adoption de la constitution américaine. Une monnaie suit la constitution d'une nation. Elle ne la précède pas. L'euro fait exception à ce principe. La banque centrale européenne existe alors que l'Union européenne n'est pas achevée. L'euro est donc une monnaie sans nation, et de ce fait ne bénéficie pas de la confiance des investisseurs au même titre que le dollar ».

Le même jour, à Atlanta, Olivier Blanchard fait une intervention pleine d'audace puisqu'il remet en cause les dogmes de l'orthodoxie financière et de l'austérité budgétaire en matière de dette publique puisqu'il admet qu'elle peut « ne pas être si mauvaise », surtout dans un contexte de taux bas, mais à condition qu'elle soit bien utilisée. Cela fait penser à la distinction faite souvent dans notre document entre la « bonne » dette et la « mauvaise », comme pour le cholestérol.

Le mercredi 9, le Professeur Jean-Paul Pollin fait paraître une Chronique du Cercle des économistes dont le titre veut tout dire : « La faiblesse de l'union monétaire tient au fait qu'elle ne repose sur aucune souveraineté politique clairement définie » (<https://lecercledeconomistes.fr/leuro-une-monnaie-en-manque-de-souverainete/>). La qualité du propos – et le fait que la démonstration faite approfondisse le raisonnement que nous tenons ici depuis très longtemps – nous poussent à citer l'article pratiquement dans son intégralité.

J.-P. Pollin, professeur d'économie spécialiste des questions monétaires et financières, considère que « l'union monétaire est une construction bancal qui a plutôt desservi les intérêts de ses États membres. De fait, durant ses vingt premières années, l'euro n'a pratiquement tenu aucune de ses promesses : il n'a pas provoqué le sursaut de croissance que l'on en attendait, il n'a pas contribué à stimuler les échanges commerciaux ou financiers entre les pays de la zone et il n'a pas facilité la convergence entre les économies partenaires. Son seul véritable succès concerne la maîtrise de l'inflation pour laquelle la BCE a si bien agi qu'elle peine actuellement à faire remonter l'inflation sous-jacente vers l'objectif des 2 %. C'est-à-dire que la zone continue à flirter avec la déflation. Mais c'est durant la Grande Récession que la monnaie unique a montré le plus clairement ses faiblesses. Avant celle-ci, l'alignement des taux d'intérêt a incité certains pays à l'endettement pour financer le logement ou les déficits publics. Puis, quand la situation s'est dégradée, le retournement des flux de capitaux a signé la désintégration monétaire et financière de la zone. Et, en l'absence de mécanismes de solidarité, il a provoqué la crise des dettes publiques avec les conséquences que l'on sait. L'euro n'a donc pas tenu le rôle de bouclier contre les chocs extérieurs qu'on lui avait prêté. Ces résultats étaient largement prévisibles, car on pouvait aisément constater que la zone euro ne satisfaisait nullement aux critères classiques d'une zone monétaire optimale. Mais, à l'époque, cette objection avait été balayée en expliquant que l'instauration de l'union monétaire, en modifiant la structure des économies, permettrait d'assurer le respect des critères. Les faits ont démontré la vacuité de cette argumentation. Plus profondément, la faiblesse de l'union monétaire tient au fait qu'elle ne repose sur aucune souveraineté politique clairement définie, alors que la monnaie en est en principe l'expression. Ce point avait aussi été invoqué en critique à la construction de l'euro et la réponse à cette objection avait été du même ordre : la création de la monnaie unique serait une étape cruciale dans la constitution de l'union politique. Or, ici encore, les faits ont démenti la prophétie : le fonctionnement de l'union monétaire a plutôt divisé les États qu'il ne les a rapprochés, attisant les rancœurs des uns et la défiance des autres.

Pourtant, en dépit de toutes ces déconvenues, l'union monétaire est devenue irréversible. Parce que les coûts économiques et politiques de sa dissolution seraient considérables ; de plus, les citoyens européens y seraient hostiles dans leur très grande majorité. Mais il faut alors trouver des solutions pour que son fonctionnement ne nuise pas aux économies de la zone. Logiquement, cela impliquerait de faire aussi vite que possible ce qui aurait dû être fait avant l'introduction de l'euro, c'est-à-dire la construction d'une souveraineté européenne se concrétisant dans un budget fédéral, des systèmes sociaux comparables, une harmonisation des règles régissant les marchés du travail... ainsi qu'une vision partagée de l'exercice de la démocratie. Mais un tel projet qui éclaire le long terme est pratiquement impossible à réaliser dans un futur proche. Du fait des replis nationalistes et des clivages qui se sont durcis entre le bloc ordo-libéral du Nord et les populismes du Sud. Sur le moyen terme, il faudra donc se contenter des ravaudages conçus dans l'urgence pendant la crise : des politiques macroprudentielles nationales pour moduler les effets hétérogènes de la politique monétaire unique, des fonds de secours pour aider des systèmes nationaux d'assurance... Au mieux, une solution d'attente ».

Le hasard du calendrier veut que deux articles avec lesquels je suis parfaitement en phase paraissent en l'espace de deux jours. Leur analyse rejoint complètement la mienne quand je prétends que l'on a mis la charrue avant les bœufs en pensant pouvoir créer une monnaie sans État (voir sur ce point mon commentaire personnel le plus récent, en date du 3 juin 2018). Et un grand bravo et un grand merci à Jean-Paul Pollin pour la clarté et la pertinence de son texte. J'apprécie tout spécialement non seulement l'importance qu'il accorde à la souveraineté politique comme fondement de l'édifice monétaire mais aussi sa référence au « bloc ordolibéral ».

Le jeudi 10, paraît sur le site « comptoir.org » un article de Romain Masson, « L'euro, 20ans d'aveuglement » (<https://comptoir.org/2019/01/10/leuro-20-ans-daveuglement/>). La monnaie unique européenne y est présentée comme « le produit de la libéralisation financière », en reprenant les thèses de Jacques Sapir, et considère que « le rêve d'une Europe fédérale » a été brisé par la monnaie, en citant dans son développement Patrick Artus, Emmanuel Todd et Coralie Delaume, également Thomas Piketty et Yanis Varoufakis mais pour les critiquer, auteurs que nous citons souvent ici-même, et en mettant à juste titre l'accent sur le manque d'une politique budgétaire commune. Le titre de son dernier paragraphe est : « mettre fin à l'euro pour renouer avec la démocratie et sauver l'État social ». On y lit en particulier : « Loin de se réduire à une monnaie, l'euro est devenu un mode de gouvernement visant à imposer aux populations la politique définie à Francfort et à Bruxelles, avec le consentement plus ou moins passif et souvent hypocrite des différents gouvernements. (...) Accepter de rester dans le cadre de l'euro, implique dans les faits d'accepter le démantèlement de l'État social issu de l'après-guerre et la baisse du niveau de vie. Quand l'État se prive de la possibilité de dévaluer sa monnaie pour résoudre les problèmes de compétitivité du coût du travail, la seule possibilité restante est de comprimer les salaires. Quand l'État se place lui-même sous la tutelle des marchés financiers, que tout financement du déficit par la banque centrale est interdit, la seule option pour réduire le déficit est d'augmenter les impôts et de couper dans les dépenses publiques, autrement dit de supprimer des services publics, fermer des écoles, des hôpitaux, des crèches, des maternités, dérembourser les soins, diminuer les pensions de retraites, etc. Dans la mesure où ces dépenses constituent par ailleurs une source de soutien à la demande, il ne peut s'ensuivre à terme qu'une montée du chômage et des inégalités. (...) ». Enfin, Romain Masson cite aussi l'article signé par plusieurs économistes, paru sur le site « atlantico.fr », en date 10 décembre (voir dans ce document ce que nous en reprenons dans notre propos sur la crise des gilets jaunes), « l'existence de l'euro, cause première des « gilets jaunes ».

Le jeudi 10 aussi, la Roumanie prend pour 6 mois la Présidence tournante du Conseil de l'UE.

Le vendredi 11, « xerficanal.com » publie un article de son directeur, Olivier Passet, sur « L'Europe a déraillé : que faire », qui se termine ainsi :

« (...) L'Europe, de fait, continue à se singulariser. Et c'est bien un triangle de concurrence, de protection des individus et d'innovation, celui de la flexisécurité, qu'elle propose à ses membres. L'Europe aujourd'hui, s'expose donc à la casse de la mondialisation, mais s'engage à réparer la casse de la mondialisation via la dépense publique. Or c'est précisément ce credo qui fait l'objet de tous les scepticismes de la part des populations. L'État est perçu comme de moins en moins crédible dans sa capacité à mutualiser les pertes de la mondialisation, d'indemniser les perdants, de réduire les inégalités. Or précisément, l'idée d'un budget européen, c'est encore cela. C'est poser l'État en grand réparateur du marché, au moment où les populations considèrent que cela est hors de sa portée. Et c'est là peut-être que la France devrait songer à renouveler son offre de refondation. Que proposer pour faire en sorte que l'Europe soit réellement un espace protecteur, réduisant la casse humaine et sociale et mobilisant moins, a posteriori, des États de moins en moins crédibles dans leur fonction réparatrice ? ».

Nous qui soutenons un fédéralisme au moins budgétaire ne pouvons qu'être d'accord avec la vision des choses d'O. Passet ; et nous acceptons le risque de nous faire taxer de « keynésien » en défendant l'interventionnisme public au niveau européen.

Le mardi 15, en France est lancé le « Grand Débat national » par le Président Macron, suite à la lettre adressée aux Françaises et Français dimanche soir.

À Londres, la Chambre de Communes vote sur l'accord sur le Brexit conclu entre Theresa May et l'UE : le résultat est franchement négatif. Ce qui vient d'arriver est un véritable saut dans l'inconnu, d'autant plus qu'une motion de défiance contre le gouvernement de Theresa May est annoncée dans la foulée par l'opposition. Y a-t-il un plan B ou se dirige-t-on vers un divorce dur ?

Le 15 également, parce qu'elle veut -enfin- faire progresser la question de l'harmonisation fiscale, la Commission européenne propose l'activation de la « clause passerelle » pour tenter de contourner la règle de l'unanimité. En effet, l'article 48-7 du traité de l'UE permet de passer d'un vote à l'unanimité à un vote à la majorité qualifiée pour l'adoption d'un acte dans un domaine donné. Mais sous certaines conditions et on peut douter de la sincérité de cette démarche dans la mesure où l'adoption de cette clause passerelle nécessite elle-même l'unanimité des membres du Conseil !

Article 48-7 :

« Lorsque le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou le titre V du présent traité prévoit que le Conseil statue à l'unanimité dans un domaine ou dans un cas déterminé, le Conseil européen peut adopter une décision autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans ce domaine ou dans ce cas. Le présent alinéa ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Lorsque le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit que des actes législatifs sont adoptés par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil européen peut adopter une décision autorisant l'adoption desdits actes conformément à la procédure législative ordinaire.

Toute initiative prise par le Conseil européen sur la base du premier ou du deuxième alinéa est transmise aux parlements nationaux. En cas d'opposition d'un parlement national notifiée dans un délai de six mois après cette transmission, la décision visée au premier ou au deuxième alinéa n'est pas adoptée. En l'absence d'opposition, le Conseil européen peut adopter ladite décision.

Pour l'adoption des décisions visées au premier ou au deuxième alinéa, le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent ».

Le mercredi 16, la motion de défiance déposée contre Theresa May et son gouvernement par l'opposition est rejetée de justesse. La première ministre doit présenter un « plan B » d'ici au 21 janvier.

Jeudi 17, le journal Le Monde publie un article d'Olaf Scholz, le vice-chancelier allemand et ministre fédéral des finances ; lequel a depuis un certain temps plusieurs contacts privilégiés avec son homologue français, Bruno Le Maire. D'ailleurs, il n'hésite pas à écrire « (...) Afin de défendre ses intérêts et ses valeurs dans le monde, l'UE se doit d'être forte et résolue. Elle doit être souveraine, dans l'acception soulignée par le président français Emmanuel Macron : “Comment faire une Europe forte, dans le monde tel qu'il va” était une des questions de son fameux discours de la Sorbonne et c'est aussi la mienne ». Et il reconnaît que « notre union monétaire n'était pas suffisamment préparée à affronter tant la crise financière il y a dix ans que la crise des dettes souveraines qui s'est ensuivie. La Banque centrale européenne (BCE) était la seule institution puissante et efficace de la zone euro. Elle a été trop souvent critiquée pour cela, en particulier dans mon pays. Mais qui partage notre ambition d'une union monétaire efficace doit aussi s'impliquer pour la doter d'institutions légitimées démocratiquement et soumises au contrôle parlementaire tout en étant résistantes en temps de crise. De l'Union bancaire à la réforme du Mécanisme européen de stabilité en passant par l'initiative commune franco-allemande pour un budget de la zone euro, beaucoup a déjà été fait ou lancé sur de bons rails. (...) Pour faire avancer l'Europe, je suis persuadé que l'Allemagne joue un rôle particulier. (...) Nous nous devons d'être plus généreux que d'autres, même plus que nous l'avons été jusqu'ici. Il ne s'agit pas ici d'un chèque plus ou moins important que nous devrions signer. Mais plutôt de bien concevoir que nos intérêts sont ceux du bien commun de l'Europe. Car aucun pays ne bénéficie autant de cette Europe unie que l'Allemagne. C'est à nous d'œuvrer pour que cette Europe perdure et se déploie ».

Ce propos courageux et déterminé d'Olaf Scholz prouve le fort engagement européen de son auteur. Ceux qui croient dans le pari d'E. Macron pour relancer l'Europe et réformer l'euro, doivent croire aussi dans le pouvoir de persuasion qui est nécessaire à Olaf Scholz pour convaincre ses concitoyens et ses collègues qui président aux destinées de son pays.

Mais encore faut-il que la France soit elle-même en mesure de soutenir ce pari : son comportement budgétaire actuel va-t-il en ce sens ?

Rien n'est moins sûr car, comme on l'a déjà écrit dans cet historique de l'euro, les deux économies les plus importantes de la zone euro s'opposent catégoriquement sur de nombreux points. Un dernier « Flash Économie » de Natixis publié ce 17 janvier semble même conforter à partir du taux d'emploi l'idée que notre pays fait toujours partie du « Club Med » pour reprendre l'expression déplaisante utilisée outre-Rhin :

« L'Allemagne a un taux d'emploi beaucoup plus élevé aujourd'hui que la France, l'Espagne ou l'Italie. Ceci s'explique par le niveau plus élevé en Allemagne des compétences de la population active et des jeunes, par la modernisation plus rapide des entreprises, par le maintien d'une industrie de grande taille.

Le taux d'emploi plus élevé en Allemagne implique que l'offre de biens et services est plus importante qu'en France, en Espagne et en Italie, ce qui explique l'essentiel des différences entre l'Allemagne et les trois autres pays :

- l'excédent budgétaire de l'Allemagne et les déficits des autres pays ;
- l'excédent extérieur de l'Allemagne, et la nécessité dans les autres pays de contracter leur demande intérieure pour faire disparaître leur déficit extérieur ;
- la hausse du niveau de vie de l'Allemagne par rapport aux trois autres pays (...) ».

Une preuve supplémentaire est donnée par l'éditorial d'Adrien de Tricornot, rédacteur en chef Xerfi Canal, publié le 8 janvier, intitulé « Grosse colère allemande contre la situation française : “La France est « menacée de rejoindre l'Italie en troisième classe ». Emmanuel Macron n'est “ plus un partenaire pour sauver l'Europe et la zone euro mais un facteur de risque “.

Épidémique, paolovienne, la colère exprimée outre-Rhin après les mesures sociales destinées à répondre, en décembre, à la crise des gilets jaunes se lit dans cet éditorial publié à chaud par Die Welt. Sans surprise, la perte de crédibilité budgétaire française est jugée très sévèrement outre-Rhin ».

Le lundi 21, Theresa May déclare qu'elle souhaite continuer à s'entretenir avec ses collègues européens, spécialement sur la question du « filet de sécurité » dans la question irlandaise.

Pour les Européens, à travers les déclarations de M. Barnier, il n'est pas question de renégocier l'accord qui reste le « seul traité de divorce possible ». Il est difficile de savoir si l'on se dirige ou non vers un « no deal » car les parlementaires britanniques sont majoritaires à la fois pour refuser l'accord avec l'UE et pour refuser le « no deal » ! En tous les cas, les 27 se préparent tous à l'issue du « no deal ».

Ce même lundi 21, un rapport co-financé par l'OCDE et par l'Union européenne donne des indicateurs de l'intégration des immigrés sous le titre « Trouver ses marques 2018 ». Nous en extrayons un tableau concernant le taux d'emploi de ces jeunes :

Taux d'emploi

Pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans, 2017

	Personnes nées à l'étranger										Personnes nées dans le pays				
	Total	Hommes	Femmes	Faiblement éduqués	Diplômés du supérieur	Nés dans l'UE	Nés hors UE	Immigrés récents (<5 ans)	Installés (>10 ans)	Total	Hommes	Femmes	Faiblement éduqués	Diplômés du supérieur	
Allemagne	67	74	60	58	80	77	60	49	73	76	79	73	66	91	
Australie	72	80	64	54	82	--	--	59	73	75	79	72	60	87	
Autriche	66	72	59	55	83	73	58	60	66	74	77	71	62	91	
Belgique	54	61	47	41	75	64	46	50	54	64	67	61	46	87	
Bulgarie	60	70	52	--	76	--	--	52	71	63	66	60	37	85	
Canada	72	78	66	55	80	--	--	61	74	74	76	72	54	84	
Chili	74	84	65	77	87	--	--	77	74	59	71	49	60	81	
Chypre ^{1,2}	66	70	64	69	72	66	66	69	63	62	67	57	47	81	
Corée	71	83	56	76	78	--	--	66	80	68	77	58	70	81	
Croatie	56	64	49	35	79	63	55	--	57	56	61	52	37	82	
Danemark	65	71	59	58	79	75	59	63	64	76	78	74	70	89	
Espagne	60	66	54	56	72	61	54	48	59	61	67	56	54	83	
Estonie	72	78	66	65	76	69	70	73	70	74	77	71	66	88	
États-Unis	70	82	59	64	78	--	--	58	73	68	72	65	35	83	
Finlande	60	67	53	61	76	70	53	45	67	70	71	70	53	86	
France	57	65	49	48	75	66	52	39	58	66	69	63	53	87	
Grèce	53	65	42	56	57	55	53	38	54	54	63	45	48	73	
Hongrie	74	79	68	70	82	73	70	63	76	68	75	61	53	86	
Irlande	64	72	57	45	79	68	57	59	65	64	69	59	46	86	
Islande	83	87	80	86	90	85	80	80	80	85	88	83	82	95	
Israël	79	81	77	66	86	--	--	68	81	66	70	62	48	89	
Italie	60	72	49	55	69	61	58	40	63	58	66	49	41	79	
Japon	70	80	62	--	--	--	--	--	--	73	81	65	--	--	
Lettonie	67	72	62	47	77	69	64	41	65	70	72	69	59	89	
Lithuanie	70	72	69	--	81	62	69	--	69	70	71	70	47	91	
Luxembourg	69	75	64	63	85	72	59	71	67	63	66	59	54	88	
Malte	68	83	54	62	81	71	--	57	70	65	77	52	55	93	
Mexique	52	66	39	60	79	--	--	--	--	61	79	45	65	81	
Norvège	68	73	63	56	82	81	60	63	70	76	76	75	63	92	
Nouvelle-Zélande	74	80	67	63	85	--	--	68	76	75	79	70	64	90	
Pays-Bas	64	71	57	51	82	75	57	45	63	78	82	74	70	91	
Pologne	70	75	67	--	82	65	58	--	--	66	73	59	43	89	
Portugal	74	78	71	73	85	72	68	47	73	67	70	64	68	88	
République slovaque	68	78	61	37	82	58	67	61	60	66	72	60	37	83	
République tchèque	77	87	68	59	84	72	74	66	73	73	81	66	50	88	
Roumanie	60	--	--	--	--	--	--	--	--	62	70	53	51	87	
Royaume-Uni	73	83	64	62	86	78	67	67	73	76	79	72	65	88	
Slovénie	67	73	61	54	82	60	62	56	60	70	72	67	48	89	
Suède	67	71	63	57	83	76	60	48	73	80	81	80	67	94	
Suisse	76	84	68	69	84	81	68	74	76	82	85	79	78	92	
Turquie	46	64	26	40	66	--	--	--	--	52	70	31	51	74	
Total OCDE	68	77	59	58	79	--	--	57	71	67	74	60	55	84	
Total UE	64	73	57	55	80	71	59	53	66	68	73	63	53	87	

Source : Indicateurs 3.4 à 3.6 dans OCDE/UE (2019), Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrés, oe.cd/indicateurs-integration-immigres.

On note que la France enregistre des taux d'emploi systématiquement au plus égaux à la moyenne de l'UE. Cela révèle de graves difficultés d'insertion des immigrés, professionnelles et donc aussi sociales.

Le mardi 22 est marqué par deux événements internationaux.

Le premier est l'ouverture à Davos du forum économique mondial annuel (en l'absence des présidents E. Macron et D. Trump et de Th. May). Fort à propos, son fondateur Klaus Schwab lance un appel à la « remoralisation de la mondialisation et à une mondialisation inclusive ».

Le second événement international de la journée est la signature à Aqix-la-Chapelle par E. Macron et A. Merkel d'un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand (appelé aussitôt « traité d'Aix-la-Chapelle »), en s'appuyant sur le socle fondateur du Traité de l'Élysée signé il y a 56 ans, jour pour jour, par le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer.

Soulignons, avec une déception certaine, que dans ce nouveau traité rien n'est dit sur l'euro. La monnaie unique n'est jamais évoquée, que ce soit dans le chapitre premier, pourtant consacré aux « Affaires européennes » ou dans le chapitre 5, sur le « développement durable, climat, environnement et affaires économiques », avec les deux alinéas de l'article 20 :

«(1) Les deux États approfondissent l'intégration de leurs économies afin d'instituer une zone économique franco-allemande dotée de règles communes. Le Conseil économique et financier franco-allemand favorise l'harmonisation bilatérale de leurs législations, notamment dans le domaine du droit des affaires, et coordonne de façon régulière les politiques économiques entre la République française et la République fédérale d'Allemagne afin de favoriser la convergence entre les deux États et d'améliorer la compétitivité de leurs économies.

(2) Les deux États instituent un "Conseil franco-allemand d'experts économiques" composé de dix experts indépendants afin de présenter aux deux gouvernements des recommandations sur leur action économique ».

Lors du « dialogue citoyen » qui suit la cérémonie de signature, les deux dirigeants reconnaissent que leurs pays sont en désaccord sur des points importants, notamment en matière de défense et sur la question budgétaire. Comme le dit E. Macron lui-même, « si je devais schématiser un peu, sans doute la France a-t-elle un goût immodéré pour l'augmentation des dépenses publiques et une très faible sensibilité à la notion de déficit public, alors que d'un autre côté l'Allemagne a un goût immodéré pour la consolidation budgétaire et une faible sensibilité à la relance par la dépense » ; et A. Merkel rappelle que le terme allemand « Schuld » signifie à la fois dette et culpabilité.

Sur le site Atlantico.fr, ce nouveau traité franco-allemand suscite aussitôt un débat entre Édouard Husson et Christophe Bouillaud. Cela donne l'occasion, en particulier à Édouard Husson de faire plusieurs réflexions qui méritent d'être retenues : « (...) Il n'y a aucune intégration franco-allemande réelle. Ni fédéralisme européen véritable. Est-ce que l'Allemagne est prête à la mutualisation des dettes entre pays membres de la zone euro ? Elle pratique cette mutualisation au sein de la République Fédérale, entre les Länder. Mais elle n'en veut pas entre pays membres de la zone euro ! En 1992, si l'on nous avait proposé une vraie monnaie européenne, avec une banque centrale fonctionnant comme la Fed aux États-Unis, j'aurais applaudi des deux mains et voté oui à Maastricht. Mais l'on nous a proposé un système de banques centrales nationales, liées de manière contraignante les unes aux autres. Elles ne peuvent plus véritablement participer au financement de l'économie nationale mais il n'y a pas non plus de possibilité de financer l'économie par la création de crédit sur un mode européen. L'Allemagne informe ses décisions d'investissement par des jugements de valeur tout à fait arbitraires: il y a, selon elle, des pays qui sont vertueux et d'autres qui ne le sont pas. C'est un mode de pensée précapitaliste. Si l'Allemagne recyclait ses immenses surplus commerciaux dans l'économie européenne, non seulement elle alimenterait la prospérité du continent mais elle en profiterait largement en retour. (...) L'Allemagne est obsédée par son taux d'épargne et son équilibre budgétaire au point d'y sacrifier sa propre démographie, son modèle social et la solidarité européenne. La France et l'Italie ont besoin d'un système de changes flexibles pour que leur industrie reste compétitive sans que soit sacrifiée la solidarité entre les compétitivités disparates de leurs régions. La Grande-Bretagne préfère la flexibilité commerciale à l'insertion dans l'Union européenne. Je conçois que le réel puisse heurter puissamment des croyances ; mais si les peuples ne sont pas entraînés par un grand élan fédéraliste européen, il vaut mieux en tenir compte et construire la politique sur la réalité sociale héritée de l'histoire, les nations démocratiques. À vrai dire, tout ceci était prévisible dès 1991-1992. La crise des Gilets Jaunes n'est que le symptôme d'une lente destruction du tissu socio-économique français par une politique monétaire inappropriée, dont la première victime avait été la vague de créations entrepreneuriales françaises du début des années 1990, qui furent laminées par l'alignement des taux français sur les taux d'une Allemagne occupée à combattre la poussée inflationniste consécutive à sa réunification monétaire. C'est le moment de constater que *Errare humanum est, perseverare diabolicum*. (...) La crise des Gilets Jaunes est l'appel au secours d'une société qui ne veut ni être écrasée comme la Grèce, ni s'éteindre à petit feu comme l'Italie d'avant la coalition Ligue/Cinq Etoiles, ni souffrir en silence comme l'Espagne depuis une décennie. Or la vision sociale, économique, monétaire, qui imprègne le Traité d'Aix-La-Chapelle est dans la continuité parfaite de ce qui nous mène à la crise politique, économique et sociale que nous traversons actuellement. On ne peut donc que prédire une catastrophe accrue. (...) ».

Plus pragmatique que je ne le suis, Édouard Husson renonce à l'idéal fédéraliste. Mais comme moi, il critique la stratégie de l'Allemagne et le contenu du traité qui vient d'être signé par la France et

l'Allemagne à Aix-La-Chapelle. Je rappelle aussi que si les performances économiques de l'Allemagne restent satisfaisantes - grâce à sa supériorité à l'exportation mise d'ailleurs de plus en plus à mal par la situation économique et politique des PECO et par la concurrence de la Chine dans le cadre de la « nouvelle Route de la soie » - son modèle social est très malmené. Certes, on assiste depuis quelque temps à une augmentation des salaires en faveur des classes moyennes, mais cela concerne en définitive peu de salariés puisque seulement 1 sur 2 n'est désormais couvert par un accord de branche ou d'entreprise. 23% des salariés allemands sont à bas salaires contre 9% en France (selon l'Institut Jacques Delors). Le salaire médian est plus élevé en France qu'en Allemagne. De plus, 1 actif allemand sur 8 vit depuis plusieurs années dans la précarité des petits boulots et manque de protection sociale (4,8 millions de personnes en Allemagne travaillent pour 450 euros par mois, sans cotisations sociales ni de cotisations-retraite) ; et on assiste en même temps à une flambée des prix de l'immobilier. Par ailleurs, il est bon de corriger quelque peu la supériorité du modèle allemand sur celui de la France en matière de croissance et d'emploi : depuis la création de la zone euro jusqu'à la fin 2018, la croissance totale de l'Allemagne a été de 31,62% et celle de la France de 32,35%. En ce qui concerne le taux de chômage, il est évident que l'Allemagne réussit bien mieux que la France, mais on doit néanmoins remarquer que l'écart serait beaucoup moins si l'on tenait compte du différentiel de croissance démographique entre les deux pays (le taux de chômage se calcule en proportion de la population active ; or, celle de la France croît relativement davantage que celle de l'Allemagne, ce qui nécessite une croissance économique relativement plus forte pour dégager des créations nettes d'emplois). Non seulement le modèle social allemand est malmené mais ses performances économiques doivent être elles-mêmes relativisées : sa croissance subit actuellement une baisse significative par rapport aux prévisions car ses faiblesses structurelles, les défaillances de ses infrastructures publiques, son manque de main d'œuvre qualifiée commencent à se faire de plus en plus sentir. Et comme l'Europe est « allemande » - plus que l'Allemagne n'est européenne - l'économie de la zone euro va en subir inévitablement des conséquences négatives ; d'autant plus que d'autres facteurs jouent dans le même sens : la situation italienne, les gilets jaunes français, un retournement du cycle économique aux États-Unis, la guerre commerciale internationale, ...

Le mercredi 23, paraît chez Fayard le livre de François Reynaert, « Voyage en Europe ».

Dans son introduction, on peut lire notamment :

« (...) L'histoire telle que l'ont apprise tous les Français suit généralement les grandes périodes suivantes : l'Antiquité ; le Moyen Âge, avec ses chevaliers, ses châteaux et ses villes qui s'ornent de cathédrales ; la Renaissance ; les Lumières et la Révolution ; l'industrialisation ; l'empire colonial ; les guerres du XX^e siècle, etc. Il n'est nul besoin de travailler longtemps sur l'histoire chinoise ou arabe pour comprendre que cette chronologie n'a pas grand sens dans ces mondes-là. (...) En observant ainsi les choses de loin, on se rend compte aussi que cette division chronologique qui classe notre histoire nationale n'a précisément rien de national : un Allemand, un Polonais, un Anglais ou un Espagnol, à quelques détails près, utilise la même. Lui aussi a son Moyen Âge avec d'autres châteaux, d'autres princesses et d'autres cathédrales ; une Renaissance qui lui évoque de grands artistes et de grands rois, des Lumières et le reste. C'est simplement que, avec tous ses cousins, il appartient à un même univers historique. (...) ».

Pour l'auteur, le Moyen-Âge a joué un rôle déterminant dans cette histoire commune, avec ses cathédrales, ses Universités, ses rois, son église, ses révolutions scientifiques, puis il y a eu Les Lumières, elles aussi européennes. Ce n'est qu'au 18^{ème} siècle que l'idée de Nation se développe vraiment et le 19^{ème} siècle est celui des « romans nationaux ». De la fin du 15^{ème} siècle à la fin du 19^{ème}, l'Europe est devenue le phare du monde, avec ses grandes expéditions maritimes et commerce au long cours, la domination

d'empires coloniaux, une révolution industrielle, une emprise culturelle et scientifique, etc. François Reynaert termine un entretien donné à l'Obs en reconnaissant que l'Europe est actuellement un « grand monstre technocratique qui ne fait pas rêver. Il est donc de notre devoir d'Européens de réformer notre Union, de la réenchanter ».

Le jeudi 24, la BCE laisse inchangés ses taux directeurs et elle estime qu'ils ne changeront pas avant l'été.

« (...) En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous entendons poursuivre les réinvestissements, en totalité, des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme d'achats d'actifs (*asset purchase programme*, APP) pendant une période prolongée après la date à laquelle nous commencerons à relever les taux d'intérêt directeurs de la BCE et, en tout cas, aussi longtemps que nécessaire pour maintenir des conditions de liquidité favorables et un degré élevé de soutien monétaire. Les informations disponibles sont restées en retrait des anticipations, sous l'effet d'un fléchissement de la demande extérieure et de facteurs spécifiques à certains pays et secteurs. La persistance des incertitudes, liées en particulier aux évolutions géopolitiques et à la menace protectionniste, pèse sur le climat économique. Dans le même temps, les conditions de financement avantageuses, la dynamique favorable des marchés du travail et l'accélération de la hausse des salaires continuent de soutenir l'expansion de la zone euro et le raffermissement progressif des tensions inflationnistes. Ces éléments étayaient notre confiance dans la poursuite de la convergence durable de l'inflation vers des niveaux inférieurs, mais proches de 2 % à moyen terme. Un niveau significatif de relance monétaire reste essentiel pour consolider le renforcement des tensions domestiques sur les prix et de l'inflation globale à moyen terme (...) » (Communiqué de presse suite à la réunion du Conseil des gouverneurs).

Vendredi 25, aux États-Unis, fin du « shutdown » de 36 jours après la mise en place d'un accord, mais un nouveau « shutdown » est à craindre pour février.

Mardi 29, le Parlement britannique vote pour que la première ministre Theresa May renégocie avec « les 27 », et repousse l'idée d'un second référendum. Bruxelles et plusieurs dirigeants, dont Emmanuel Macron, ont aussitôt refusé toute renégociation. L'hypothèse du « No deal » se renforce encore un peu plus.

Mercredi 30, la Fed met un terme à la remontée de ses taux directeurs, engagée depuis décembre 2015. Certes, le président de la Fed Jerome Powell justifie cette décision par le fait que les taux sont maintenant dans une fourchette qu'il considère comme neutre, mais cela est sans doute le signe d'un changement de point de vue sur la situation à venir de l'économie américaine. En tous cas, le Président Trump et Wall Street sont ravis...

Au cours de ce mois de janvier, deux événements ont eu lieu en France qui entrent en contradiction à la fois avec la nature européenne des questions dont il s'agit et avec les discours pro-européens des dirigeants français : il s'agit de la taxation des GAFAM et de l'amende contre Google décidée par la CNIL.

Le vendredi 25, l'euro cote 1,1405 \$ après avoir coté 1,1394 le 4, 1,1464 le 11 et 1,1360 le 18.

Le dimanche 27, 17 des Banques centrales nationales sur les 19 que compte la zone euro cessent d'émettre les billets de 500 €.

• Février 2019 ->

Le vendredi 1^{er}, l'Italie entre officiellement en récession puisqu'elle vient de connaître deux trimestres successifs de contraction de son activité.

Également le 1^{er} février, dans le journal Les Échos, un article sur les achats d'or par les Banques centrales révèle par un graphique qu'alors entre les années 70 et la crise de 2007-2008 il y a pratiquement constamment des ventes nettes, à partir de la crise jusqu'à aujourd'hui on a affaire à des achats nets et l'année 2018 enregistre un record avec plus de 650 tonnes d'or. Ainsi, depuis la grande crise financière, les Banques centrales accroissent la « dé-dollarisation » de leurs réserves de change. C'est une preuve supplémentaire de la perte progressive du leadership monétaire de la monnaie américaine.

Le samedi 2, « Atlantico.fr » interviewe l'économiste américain Ashoka Mody à propos de son livre - paru le 30 avril 2018, voir dans cet Historique à cette date - et consacré aux États-Unis livre de l'année 2019 par l'association des éditeurs : « EuroTragedy ; a Drama in Nine Acts ».

On lit en particulier dans cet entretien :

« Le référendum français de septembre 1992 a été particulièrement important dans ce processus pour plusieurs raisons. La première est de comprendre que sociologiquement et économiquement, les personnes qui ont voté NON correspondent aux Gilets jaunes d'aujourd'hui. Ce moment a donc révélé qu'il existait déjà une profonde fracture en France, même si celle-ci ne s'est pas toujours reflétée dans les élections. Les politiques français ont pensé trouver dans l'euro une solution à leurs problèmes économiques, alors qu'il s'agissait avant tout de problèmes domestiques : manque de croissance, inégalités, fragmentation sociale. Mais l'idée selon laquelle l'euro allait résoudre ces problèmes n'a rien en commun, ni avec la théorie, ni avec la pratique économique. Le deuxième message de ce référendum, est que ceux qui ont voté NON avaient peur de voir l'Allemagne devenir le pays dominant de l'Union monétaire. Et la logique de ce raisonnement est facile à comprendre : puisque l'Allemagne est le pays le plus puissant sur le plan économique, l'Allemagne aura l'influence la plus forte sur la zone euro. Ce qui est remarquable, et je crois beaucoup à la sagesse des peuples, c'est que dès septembre 1992, les Français ont articulé cette vision que l'Allemagne deviendrait le pays dominant. Helmut Kohl a fait partie de cette machine publicitaire qui a essayé de faire croire que cela n'arriverait pas, et le fait que cela puisse devenir une réelle possibilité a toujours été écarté. Ainsi, et alors que les politiques français avaient pour objectif de lutter contre une supériorité économique allemande, et malgré la clairvoyance des Français qui s'inquiétaient que cette domination puisse réapparaître sous une différente forme, l'euro a produit l'inverse du résultat recherché. Et en certains aspects, cette domination est apparue sous une forme encore plus désagréable, parce que maintenant, les allemands ne seraient plus seulement économiquement supérieurs, ils auront en plus la possibilité d'imposer des réformes économiques allemandes à l'Europe et à la France. Cela est exactement ce qu'il s'est passé au cours de ces 20 dernières années, avec des ministres des finances allemands qui ont, implicitement ou explicitement, essayé de dire à la France quelles étaient les politiques économiques qu'ils devaient mettre en œuvre. Une union monétaire ne change pas les équilibres de pouvoir entre nations, ces équilibres réapparaissent sous une autre forme. (...)

La principale erreur est en réalité très basique. Il n'y a vraiment aucun mystère ici, et de nombreux auteurs avaient averti de cette situation dès 1969. Une politique monétaire appliquée à plusieurs pays provoquera toujours une situation qui ne correspond aux intérêts d'aucun pays. La politique monétaire sera trop restrictive pour les pays les plus fragiles et elle sera trop souple pour les pays les plus forts. C'est une évidence inhérente à la monnaie unique. Pour faire face à cela, il pourrait y avoir des mécanismes de compensation. La version initiale était qu'il fallait parvenir à une importante mobilité des travailleurs, et à une union fiscale. Il y a eu un long débat dans les années 70 sur la taille que devrait avoir une telle union fiscale, et la conclusion était qu'il fallait mettre en place un budget correspondant au moins à 5 - 7% du PIB. Ce qui signifie que chaque pays devrait contribuer à hauteur de 5-7% de son PIB à une union fiscale qui serait utilisée dans les périodes de récession ou de crise. Mais dès le début des négociations, il a été parfaitement clair que les allemands - ils l'ont toujours dit - ne participeraient pas au sauvetage des autres pays. (...)

Pourtant, les Allemands disent vouloir une union politique, mais cela signifierait que le parlement européen serait supérieur au Bundestag. Et toute autre chose que cela n'est pas une union politique. Dans une union politique, le Bundestag aurait la même relation au parlement européen qu'un Land avec le Bundestag aujourd'hui. Alors il s'agirait d'une union politique. Quand Helmut Kohl dit vouloir une union politique tout en disant que l'Allemagne ne paiera pas les factures des autres pays, c'est un oxymore. La contradiction se joue à deux niveaux. Au niveau économique, ou une union monétaire nécessite une union fiscale, mais aussi au niveau politique. Cette duplicité dans le langage est devenue endémique à la construction de l'euro, elle est devenue partie intégrante de la culture de l'euro. (...)

Je rends Helmut Kohl responsable de cette situation. Il est à l'origine de l'idée que ces difficultés politiques et économiques pourraient être surmontées. Dans ce même discours d'avril 1998, Helmut Kohl a dit que la monnaie unique serait le véhicule de la liberté, de la démocratie, de la paix, et de la prospérité. Ces mots sont très importants parce qu'ils se sont inscrits dans la psychologie européenne. Concernant la prospérité, et comme je l'ai indiqué dans une critique du discours d'anniversaire de l'euro de Mario Draghi, l'évidence économique est désormais parfaitement claire : il n'y a pas de bénéfice économique à la monnaie unique alors qu'elle fait peser des risques économiques réels sur ses membres. Concernant la paix...comment croire qu'une monnaie unique crée la paix ? Comme l'a indiqué Nicholas Kaldor dès 1971, une monnaie unique crée de la divergence économique, et cette divergence approfondit les divisions politiques. En 1998, Martin Feldstein est allé plus loin en disant que les européens s'opposeraient dans le futur en raison de la monnaie unique. Quel que soit le résultat, et j'espère que cela ne sera pas un résultat malheureux, l'euro n'a rien avoir avec la paix. Lorsque le Pakistan était unifié avec le Pakistan Oriental avec une monnaie unique, cela s'est terminé par une guerre civile et une division des pays, entre Pakistan et Bangladesh.

Une monnaie unique n'a pas plus à voir avec la démocratie, parce qu'en réalité, c'est une subversion de la démocratie. Aujourd'hui, on peut voir que lorsque le parlement grec présente une loi de finances, elle doit être acceptée par ses créateurs, ce qui veut dire, implicitement ou explicitement, que le Bundestag doit approuver le budget grec. (...)

Nous assistons à un retard cognitif qui voudrait que l'euro soit la continuation de la réussite du traité de Rome, ce qui n'est simplement pas vrai. (...)

Et si le déclin économique continue, notamment en Allemagne, je pense que cela affectera la capacité des européens à faire face. Je ne dis pas aujourd'hui que l'euro va s'effondrer, mais je dis qu'il y va y avoir un processus continu d'affaiblissement des défenses de l'euro au cours des 10 ou 20 prochaines années. Il est également possible qu'une crise italienne devienne si importante que la capacité européenne d'y faire face ne sera simplement plus là. Oui, des efforts ont été faits, mais les déceptions économiques et politiques sous-jacentes vont continuer d'éroder les capacités de répondre aux prochaines crises. Je pense qu'à un moment, une résolution bien plus dramatique devra arriver ».

Comme je l'ai écrit en commentaire lors de la parution du livre, il y a sur des très nombreux points une grande proximité entre les thèses d'Ashoka Mody et les miennes.

Et je profite de la référence qu'il fait au référendum de septembre 1992, donc sur le traité de Maastricht, pour faire une confidence : personnellement, j'ai voté « non » à ce référendum (le « oui » l'a emporté avec 51,04% des voix) mais j'ai voté « oui » au référendum de mai 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (le « non » l'a emporté avec 54,67% des voix). Mes deux votes, à l'inverse de ce qu'a décidé la majorité de mes compatriotes, sont cohérents avec la position que j'ai toujours défendue : il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs et faire en sorte que des fondations politiques et démocratiques précèdent la création de la monnaie unique (ou commune le cas échéant).

Le jeudi 7, en France, le Président de la Cour des Comptes remet au Président de la République son rapport public annuel.

Concernant « la situation d'ensemble des finances publiques (à fin janvier 2019) », le rapport en fait la « présentation » suivante :

« Selon la dernière prévision du Gouvernement, le déficit public s'établirait à 2,7 points de PIB en 2018, comme en 2017. Mesuré en termes structurels, c'est-à-dire en neutralisant l'impact des facteurs exceptionnels et de la conjoncture économique, le solde structurel serait lui aussi stable par rapport à 2017.

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2019 prévoyait une augmentation du déficit public, à 2,8 points de PIB, en raison notamment de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de cotisations qui accroît le déficit de manière temporaire et exceptionnelle.

Des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages, d'un montant important, ont été prises en toute fin d'année 2018. Elles ont conduit à dégrader le déficit public, désormais prévu par le Gouvernement à 3,2 points de PIB en 2019. Le déficit structurel serait au mieux stable et la dette publique rapportée au PIB augmenterait de nouveau, contrairement à ce que prévoit la loi de programmation des finances publiques.

Les perspectives de finances publiques pour 2019 sont affectées d'une fragilité toute particulière. En effet, seule une partie des mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages a été intégrée à la loi de finances. Le respect de la prévision de solde public du Gouvernement suppose donc que les mesures contenues dans la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales votées en fin d'année 2018, qui accroissent le déficit de 3,7 Md€, soient compensées par les économies et les recettes supplémentaires que le Gouvernement a annoncées, mais qui demandent encore à être traduites en dispositions législatives ou réglementaires. De plus, le scénario macroéconomique du Gouvernement, qui reste celui présenté en septembre 2018 lors du dépôt du PLF, ne tient compte ni de l'impact macroéconomique des mesures prises en fin d'année, ni, en sens inverse, de la dégradation de la conjoncture survenue depuis lors en Europe ».

Et, en dernières lignes du document :

« La France est désormais l'un des pays les plus endettés en Europe, après la Grèce, l'Italie, le Portugal et la Belgique. Or, suite à la dernière crise financière de 2008-2009, ces pays ont enregistré des tensions sur leurs taux d'intérêt, voire des difficultés de refinancement de leur dette, ce qui les a conduit à mener des programmes d'ajustement budgétaire rigoureux sans pouvoir amortir le choc macroéconomique par une politique de soutien à l'activité. Même si la situation de la France n'est pas totalement comparable à celle de ces pays, le haut niveau d'endettement public en France et le niveau important de déficit public ne laissent donc que peu de marges de manœuvre, notamment en cas de retournement de la conjoncture ou de situation de crise ».

Et dans la conclusion :

« Dans ces conditions, la Cour estime indispensable que le Gouvernement présente, dès que possible, des projets de lois financières rectificatives, pour l'État et la sécurité sociale, intégrant de manière exhaustive et sincère l'ensemble des mesures annoncées ainsi que les conséquences de l'évolution de la situation macroéconomique. Au-delà, il devra actualiser la trajectoire de finances publiques présentée dans la loi de programmation de janvier 2018. Cette trajectoire devrait servir de base à un redressement en profondeur de nos finances publiques, plus que jamais nécessaire, les événements récents ayant démontré l'insuffisance et la grande fragilité du redressement opéré jusqu'à présent.

Une réduction soutenue des déficits effectif et structurel est impérative de manière à amorcer enfin la décroissance du ratio de dette publique au PIB et à retrouver des marges de manœuvre budgétaires permettant, notamment, de faire face à un retournement conjoncturel ou à une situation de crise.

Compte tenu du niveau élevé des prélèvements obligatoires, un tel assainissement, a fortiori si on veut l'accompagner d'une baisse de prélèvements obligatoires, passe nécessairement par une maîtrise accrue des dépenses publiques ».

Jeudi 7 aussi, Paris rappelle son ambassadeur à Rome : le torchon brûle entre la France et l'Italie. Cette sur-réaction française est une manifestation politique de la préparation des élections européennes de part et d'autre des Alpes.

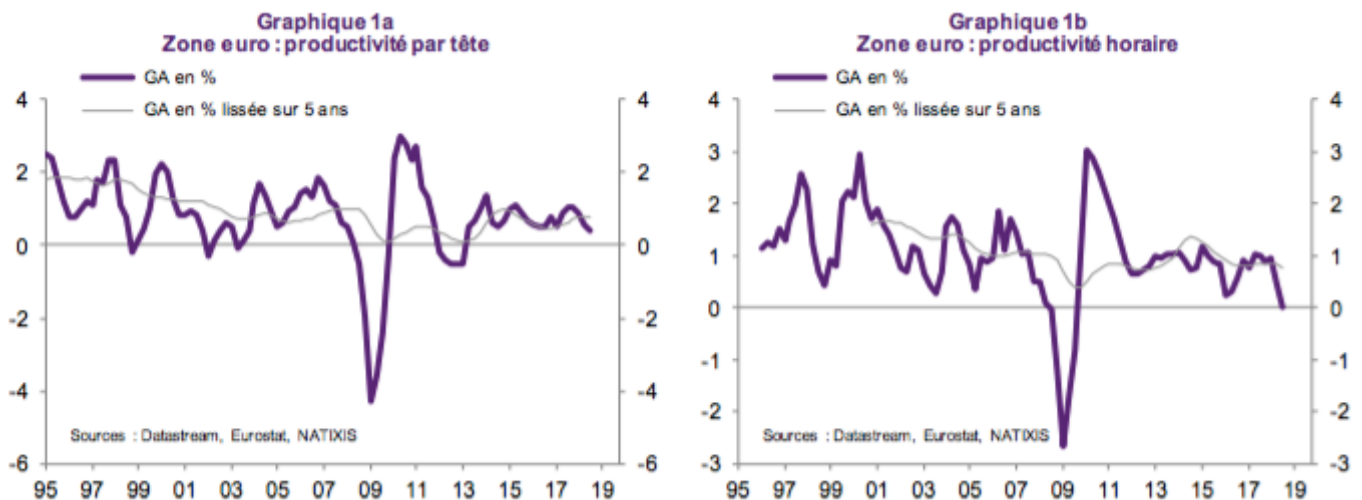
Samedi 9, Laurent Herblay publie un article très critique et pessimiste sur les 20 ans de l'euro : « la triple calamité de l'euro », calamité économique (la construction monétaire européenne est « une monstruosité »), calamité sociale et calamité démocratique. Sa conclusion est radicale : « la conjugaison de l'insatisfaction chronique des peuples à l'égard des politiques menées, des problèmes que crée cette construction artificielle et de critiques des économistes fait que, tôt ou tard, le château de cartes s'effondrera, pour notre plus grand bien ».

Au point où en est l'Europe aujourd'hui et, en effet, et vu les vices de construction de la zone euro, la prédiction du gaulliste souverainiste L. Herblay pourrait se réaliser ; mais il faut résister car cela ne serait pas du tout pour notre plus grand bien !

Jeudi 14, paraît chez Gallimard le 1^{er} numéro d'une nouvelle collection, « Tracts » : son titre est « L'Europe fantôme » et son auteur, Régis Debray. On lit dans la 4^{ème} section, intitulée « La grammaire fédérative », « (...) L'espoir qu'en créant par décret un Parlement européen, s'ensuivrait un peuple du même nom, ou que d'une monnaie unique naîtrait une économie unique, n'a pas été exaucé. La charrue avant les bœufs n'a pas creusé de sillon. Il suffit de mettre côte à côte un dollar et un euro, lapsus révélateurs, pour saisir de visu la différence. L'euro est un billet de Monopoly, sans date, sans lieu ni devise, illustration fantomatique d'un non man's land incorporel. Le dollar incarne une mémoire et un territoire, avec une géographie (des sites), une généalogie (les Pères fondateurs) et une métaphysique (in God We trust). L'euro ne nous raconte aucune histoire, paysage ou transcendance. (...) ».

Vendredi 15, le Flash Economie que fait paraître Natixis s'inquiète de la baisse de la productivité dans la zone euro et que montrent bien les deux schémas suivants.

Selon l'organe de recherche de Natixis, cela peut faire craindre tout à la fois une stagnation du pouvoir d'achat et ses conséquences politiques possibles, une éventuelle dégradation de la compétitivité au cas où les salaires augmenteraient plus que la productivité et une stagnation des recettes fiscales, et, par contrecoup, un recul des dépenses publiques particulièrement utiles pour l'avenir. À cela, il faut ajouter un ralentissement de la croissance dans toute la zone euro et en particulier en Allemagne, sa « locomotive ».



Mercredi 20, le ministre allemand des finances Olaf Scholz déclare que la France et l'Allemagne sont tout près d'un accord sur un projet de budget pour la zone euro. Ce projet pourrait être mis au point cette semaine ou la semaine prochaine ; après quoi, il s'agira de le présenter aux autres partenaires... Mais, en fonction des informations disponibles, il y a de fortes chances que ce projet ait surtout la marque de la conception allemande : ce budget serait intégré dans le budget général de l'UE et il financerait essentiellement les investissements stratégiques et favoriserait les pays qui réussissent leurs réformes économiques.